



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP / VOIRIE REF : CTD REF : 240250	OBJET : PROROGATION DE L'AUTORISATION DE VOIRIE VOI-AV-2024-02054 10 RUE VERDET Du 27/06/2024 au 28/06/2024
--	--

Le Maire de la ville de NIMES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L 115-1, L 141-10, L 141-11, et L 141-12,

Vu Le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I -8ème partie – signalisation temporaire, approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté de voirie n°VOI-AV-2024-02054 portant stationnement de véhicule(s) de chantier

Vu la demande de prorogation de l'entreprise SIR

Vu la demande en date du 19/04/2024 par laquelle SIR demeurant 650 chemin LA GALICANTE 30128 GARONS représentée par Madame Manon ALLARD demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public - stationnement de véhicule(s) de chantier, 10 RUE VERDET

Vu l'arrêté municipal n° 2023-07-305 du 17 juillet 2023, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Emmanuel CARRIERE, adjoint au maire, délégué aux aménagements urbains et à la voirie,

Considérant que les travaux Stationnement effectués par SIR ne sont pas terminés, il y a lieu de maintenir les restrictions de stationnement et de la circulation telles que prévues à l'arrêté n° VOI-AV-2024-02054 sur la voie 10 RUE VERDET

ARRÊTE

ARTICLE 1 Les dispositions de l'arrêté n°VOI-AV-2024-02054 sont prorogées jusqu'au 28 juin 2024 inclus.

Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la Voie 10 RUE VERDET dans les conditions définies à l'arrêté précité. Cette réglementation sera applicable jusqu'au terme de la présente prorogation.

ARTICLE 2 Ces règles de circulation et de stationnement seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. La signalisation réglementaire sera à la charge du pétitionnaire qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de jour comme de nuit.

ARTICLE 3

L'arrêté initial donnant les prescriptions est affiché sur les lieux durant toute la durée de l'autorisation. Le présent acte fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

ARTICLE 4 M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, l'entreprise(s) ou la personne chargée des travaux, le bénéficiaire, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
Adjoint au maire,**

Emmanuel CARRIERE

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.